

Cahier des Clauses Administratives Particulières

DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

(CCAP TVX)

Marché n° : **Entrez le numéro du marché (SAP).**

**Tirage de fibre optique du local informatique TE5 vers les autres locaux informatiques
du site**

Table des matières

Article 1 -	OBJET DU MARCHÉ	3
Article 2 -	DECOMPOSITION DU MARCHÉ	3
Article 3 -	PRESTATIONS SIMILAIRES	3
Article 4 -	PIECES CONTRACTUELLES.....	3
Article 5 -	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
Article 6 -	SOUS-TRAITANCE	6
Article 7 -	ORDRES DE SERVICE	6
Article 8 -	PERSONNEL DU TITULAIRE.....	6
Article 9 -	CONFIDENTIALITE.....	7
Article 10 -	SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	7
Article 11 -	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – HYGIENE ET SECURITE	9
Article 12 -	RESPONSABILITE – ASSURANCES.....	11
Article 13 -	PRIX	12
Article 14 -	MODALITES DE REGLEMENT	13
Article 15 -	RETENUE DE GARANTIE	14
Article 16 -	DELAIS D'EXECUTION	15
Article 17 -	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	15
Article 18 -	PENALITES	15
Article 19 -	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	17
Article 20 -	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	18
Article 21 -	RECEPTION.....	18
Article 22 -	TRANSFERT DE PROPRIETE ET DES RISQUES.....	18
Article 23 -	PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
Article 24 -	AUGMENTATION ET DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX - CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE	19
Article 25 -	AJOURNEMENT DES TRAVAUX.....	19
Article 26 -	GARANTIES CONTRACTUELLES.....	20
Article 27 -	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
Article 28 -	RESILIATION	20
Article 29 -	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	21
Article 30 -	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	22

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché concerné par le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de confier au Titulaire, qui accepte, les travaux de mise en place d'un réseau de fibre optique depuis le local TE5 conformément au CCTP ACCTPADCT250072B.

L'Andra est un acheteur public au sens des dispositions du code de la commande publique. Le présent marché est donc soumis aux dispositions de ce code.

Article 2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ

2.1 LOTS

Le marché n'est pas alloti.

2.2 TRANCHES

Le marché comprend une Tranche Ferme (TF) et aucune Tranche Optionnelle (TO).

Article 3 - PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'Andra peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au Titulaire dans le cadre du présent marché.

Article 4 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre les stipulations de ces pièces, prévalent dans l'ordre où elles sont citées ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - La politique générale de l'Agence, référence ORGPOLADSQ030018 / Indice J ;
 - La politique RSE de l'Andra (Responsabilité sociétale de l'entreprise), référence QUAPOLASSE170027 / Indice B ;
 - La politique de l'Andra en matière de protection des intérêts (Sûreté, environnement et santé-sécurité), référence QUAPOLADSF170009 / Indice C ;
 - La fiche hygiène informatique pour les marchés de l'Andra, référence QUASPASDD220005 / Indice B ;
 - La fiche de consignes environnement CMHM, référence ANDRA203 / Indice G
 - Spécification pour la fourniture, par un prestataire, de plans à l'Andra (charte technique et graphique), référence QUACHASGC140023 / Indice A ;
 - La charte des Achats de l'Andra, référence QUACHASG170025 / Indice B ;
 - Le plan Général de Coordination - Travaux dans le Laboratoire et ses installations, (Centre de Meuse / Haute-Marne), référence APGC0SOC240001 / Indice C ;
 - Les dispositions relatives à la sécurité et à la protection de la Santé au Centre de Meuse / Haute-Marne, référence ANDRA505 / Indice D ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, référence ACCTPADCT250072B ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique (mémoire technique ou tout autre document de teneur équivalente) du Titulaire référence N° **A compléter** ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification de marché et leurs éventuels actes modificatifs ;

Le Titulaire reconnaît expressément être en possession ou avoir pris connaissance de chacune de ces pièces.

Toute clause portée dans l'offre technique du Titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des pièces contractuelles, ou qu'elle aurait pour effet d'apporter des réserves, des modifications, ou des suppressions à ces stipulations.

Les annexes au présent CCAP dont les références comprennent la mention de l'indice en vigueur à la notification du marché constituent des documents de référence.

En cas de modification de l'un des documents de référence, l'Andra notifiera au Titulaire par écrit la version modifiée avec le nouvel indice qui deviendra applicable à compter de la réception de sa notification par le Titulaire.

Le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification pour formuler par écrit toute observation sur les modifications opérées sous peine de forclusion. À défaut de réponse dans ce délai, le Titulaire sera réputé de ne pas avoir d'observation.

En cas de modification d'un document de référence entraînant une ou des modifications substantielles des obligations contractuelles du Titulaire, ce dernier pourra également demander par écrit à l'Andra dans le délai précité de 15 jours, un réexamen des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais et/ou de prix. Cette demande devra être justifiée et soumise à l'approbation de l'Andra. Les Parties conviendront alors des ajustements nécessaires par voie d'avenant.

Le Titulaire devra se conformer à la version modifiée d'un document de référence.

Article 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1

Les travaux objet du marché sont réalisés par le Titulaire sous sa seule direction et sous sa seule et entière responsabilité, conformément aux règles de l'art et aux documents contractuels.

5.2

Le Titulaire demeure personnellement responsable envers l'Andra du respect de toutes les obligations résultant du marché y compris des prestations sous-traitées. Il est tenu de reporter sur ses sous-traitants ou à ses fournisseurs toutes les obligations du marché et consignes s'imposant à ce dernier et notamment celles relatives aux assurances, à la confidentialité, à la sécurité des personnes et des biens et à la santé des travailleurs.

5.3

Le Titulaire est réputé apprécier, sous sa responsabilité, les difficultés d'exécution du marché. A ce titre, il appartient au Titulaire de vérifier l'exhaustivité des documents et informations de toutes natures nécessaires à la satisfaction des obligations contractuelles. Tous autres documents et renseignements fournis par l'Andra ou le maître d'œuvre le cas échéant sont purement indicatifs et nullement limitatifs, le Titulaire étant tenu de fournir des prestations conformes aux stipulations du marché. En complément, le Titulaire a l'obligation de vérifier, avant toute exécution des travaux concernés, que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art ; le Titulaire sera réputé avoir vérifié et fait siennes les informations ainsi recueillies. Dans le cas contraire, il doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre et à l'Andra par écrit. Le Titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

5.4

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat.

5.5

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations envers l'Andra. Il doit tenir informé en permanence l'Andra de tous les événements susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

5.6

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des engagements de l'Andra, notamment en matière environnementale par le biais de sa politique RSE. Aucune décision ou aucun agissement du Titulaire lors de l'exécution de sa prestation ne doit avoir pour objet ou pour effet de porter atteinte aux engagements de l'Andra.

5.7

D'une manière générale, le Titulaire doit fournir l'ensemble des prestations, études, matériels et travaux nécessaires à l'exécution du marché.

5.8

Dans la mesure où une visite de site a été organisée préalablement au commencement des travaux, le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux avec les contraintes et éléments afférents à l'exécution des travaux.

5.9

Dans la mesure où le Titulaire est tenu d'effectuer des prestations et livraisons au Centre de Meuse / Haute-Marne, 55290 Bure,, le personnel du Titulaire doit se conformer au règlement intérieur et à la discipline applicables sur les sites concernés.

5.10

Les livrables et de manière générale l'ensemble des documents remis à l'Andra par le Titulaire doivent être entièrement rédigés ou traduits en langue française.

5.11

Le Titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles afin de faciliter à tout moment aux agents de l'Andra ou à tout organisme dûment habilité, tout contrôle dans le cadre du marché sur le lieu d'exécution.

5.12

Les contrôles de l'Andra en cours de réalisation des prestations, ou leur absence, ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire, qui reste tenu de procéder à ses propres contrôles.

5.13

Le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur ; il garantit en particulier son personnel en cas d'accident du travail.

5.14

Le Titulaire s'engage :

- à lutter contre toute forme de corruption, de paiement illicite, de blanchiment d'argent et contre toute atteinte à la probité au sens et en application de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016,
- à respecter les législations et réglementations étrangères équivalentes applicables au Titulaire si tout ou partie de l'exécution des prestations est réalisée à l'étranger,
- à mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique, à la prévention des conflits d'intérêts et à la lutte contre la corruption au sens et en application de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016.

5.15

Le Titulaire déclare et garantit, pour lui-même, pour l'ensemble de son personnel et pour toute personne sous sa responsabilité, agissant en son nom ou pour son compte, qu'aucune somme d'argent et qu'aucun avantage de toute nature n'a été ou ne sera remis à un employé, à un donneur d'ordre, ou à un intermédiaire quel qu'il soit, dans le but d'obtenir l'attribution d'un contrat ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage à informer l'Andra dans les plus brefs délais, à compter de la notification du présent marché, de tout événement dont il aurait connaissance et contraire aux déclarations et garanties définies au présent article.

Le Titulaire s'engage, sur simple demande écrite de l'Andra, à donner accès à ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou toute documentation ou information liés à des paiements ou des actes qui s'avèreraient contraires aux obligations susvisées et ce pendant toute la durée du marché, puis pendant une période de 5 ans. En cas de manquement par le Titulaire à l'une des obligations susvisées, l'Andra se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute.

5.16

Le Titulaire est tenu de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables ; il reste responsable du respect de celles-ci.

Ces documents doivent être mis à disposition sur la plateforme e-attestation à l'Url suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>.

L'Andra pourra également appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

L'absence de production de ces documents est un motif de résiliation du marché pour faute.

Article 6 - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut recourir à la sous-traitance s'il a obtenu l'accord préalable et écrit de l'Andra, dans les conditions définies à l'article R.2193-1 et suivant du code de la commande publique.

Si le Titulaire est un groupement d'entreprises et que le membre du groupement qui propose de sous-traiter n'est pas le mandataire, la demande d'acceptation et d'agrément est signée par ce membre et présentée par le mandataire.

Les prestations objet de la sous-traitance doivent être clairement identifiées.

Article 7 - ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service sont notifiés au Titulaire par le biais du profil Acheteur de l'Andra.

Article 8 - PERSONNEL DU TITULAIRE

8.1 Personnel mobilisé par le Titulaire et conduite des travaux

Le Titulaire s'engage à mobiliser du personnel disposant des compétences et d'un niveau d'expérience nécessaires à la bonne exécution des travaux objets du marché. Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de l'Andra quant au profil et la désignation des personnes mobilisées ainsi que de leur nombre.

Pour la conduite de certains travaux, les postes définis dans le CCTP sont occupés par une personne nommément désignée à la suite de la notification du marché.

Si en cours d'exécution du marché, le Titulaire est amené à remplacer une ou plusieurs de ces personnes, y compris sur demande de l'Andra, le remplacement devra être effectué par une/des personne(s) disposant de compétences et qualifications au moins équivalentes, et ce sans supplément de prix ou prolongation du délai d'exécution.

Le Titulaire informe l'Andra, sans délai, de tout changement dans la composition de l'équipe en charge des travaux et transmet les justificatifs attestant du respect du présent engagement.

L'Andra se réserve la possibilité de demander, à tout moment et par décision motivée, au Titulaire le changement de tout membre de son équipe en cas de constats par l'Andra de compétences et/ou d'expérience insuffisantes du/des personnel(s) compromettant la bonne exécution des travaux. Il en est de même si le personnel mobilisé par le Titulaire ne dispose pas des compétences et/ou qualifications et/ou expériences prévues dans son offre. L'Andra s'engage à exercer ce droit de manière loyale.

A compter de la réception de cette notification, le Titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour désigner un remplaçant disposant des compétences et de l'expérience nécessaires et en informer l'Andra.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire au terme de ce délai ou si le remplaçant proposé ne dispose pas des compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux de la personne désignée à l'offre, l'Andra se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité prévue au présent CCAP.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'affecter du personnel compétent à la bonne exécution des travaux, l'Andra se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

8.2 Accès au site

L'Andra peut interdire à tout moment l'entrée de ses sites à tous salariés du Titulaire ou de ses sous-traitants et exiger le remplacement immédiat des salariés du Titulaire ou de ses sous-traitants, en cas d'inobservation des lois et règlements, règlement intérieur et des consignes de l'Andra visées à l'article « Protection de la main d'œuvre – hygiène et sécurité » ci-dessous.

Dès lors que les prestations s'exécuteront dans une zone protégée de l'Andra, le Titulaire et les membres de son personnel en charge de l'exécution du marché pourront faire l'objet d'une enquête administrative dans le cadre de leur demande d'accès à ladite zone.

En toute hypothèse, notamment en dérogation à l'article 5.3 du CCAG Travaux, et quels que soient la cause ou les circonstances, le Titulaire ne peut faire valoir en cas de non-autorisation d'accès au site un droit à indemnité ou à garantie quelconque, ni aucune réclamation, ni à supplément de prix, ni s'en prévaloir pour justifier un retard dans l'exécution des prestations.

À la notification du marché ou au plus tard deux (2) semaines avant le début de l'intervention, le Titulaire adresse à l'Andra, pour agrément, la liste de toutes les personnes devant intervenir sur le site, afin de permettre l'établissement des autorisations d'accès. Il en sera de même en cours d'exécution du marché pour tout nouvel intervenant.

L'Andra peut refuser l'accès au site aux personnes non autorisées. Le Titulaire ne pourra alors élever aucune réclamation de ce fait, ni s'en prévaloir pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations.

Le jour de l'entrée sur le site, le Titulaire confirme à l'Andra la liste des intervenants en précisant la tâche réalisée par chacun des intervenants.

Cette liste est tenue à jour par le Titulaire et communiquée à l'Andra périodiquement pour tous les renseignements, pendant toute la durée du marché.

Article 9 - CONFIDENTIALITE

Par dérogation aux articles 5.1.1 et 5.1.2 du CCAG Travaux :

Sont notamment considérés comme confidentiels par nature les résultats issus du marché, les études ayant conduit à ces résultats, le savoir-faire, les spécifications de conception et de réalisation, les procédés de fabrication et les moyens de contrôle, les logiciels, les données économiques et commerciales propriété de l'Andra, ainsi que son organisation et son fonctionnement interne, ci-après désignées les « Informations ».

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère confidentiel des Informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de la procédure de passation du marché ou de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de travaux mettant en jeu des matériels informatiques, le Titulaire portera à la connaissance de l'Andra les cas où, au cours des travaux, il aurait accédé fortuitement aux Informations.

Il répond du respect de cette obligation par son personnel, ses fournisseurs et ses sous-traitants.

Ces Informations ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite de l'Andra, être communiquées à d'autres personnes qu'à celles, parmi les personnes visées à l'alinéa précédent, qui ont la qualité pour en connaître.

Le Titulaire doit, sans délai, avertir l'Andra de tout incident pouvant laisser présumer l'existence d'une violation de l'obligation de confidentialité.

Article 10 - SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Pour ses échanges avec l'Andra (E-mail, CD-Rom, clé USB...), le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires sur ses systèmes informatiques afin de ne pas apporter de perturbations aux systèmes

de l'Andra notamment par l'introduction de logiciels parasites connus sous le nom générique de virus, cheval de Troie, bombes logiques...

10.1 Respect des exigences fixées par l'Andra

La Fiche « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra » définit les exigences minimales de l'Andra en termes de sécurité informatique que le Titulaire doit mettre en œuvre et respecter en vue de garantir la protection des systèmes d'information et de leur contenu. Le Titulaire demeure tenu à une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à sensibiliser son personnel, intervenant dans le cadre du marché, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et aux règles de l'Andra. Le Titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les exigences fixées dans la Fiche « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra ».

Sur demande de l'Andra et pendant toute la durée du marché, le Titulaire devra justifier de la conformité de ses systèmes d'information aux exigences minimales de sécurité de l'Andra.

Cette conformité pourra être appréciée par l'Andra par l'analyse des réponses apportées par le Titulaire aux questionnaires ad hoc établis par l'Andra.

L'Andra peut également effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité par an, hors audit de contrôle ultérieur, auprès du Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Andra. Néanmoins, si l'Andra a connaissance d'un manquement du Titulaire à ses obligations au titre de la présente clause « sécurité des systèmes d'information », l'Andra pourra réaliser un audit de sécurité supplémentaire. Il en est de même en cas de cyberattaque touchant les systèmes d'information du Titulaire et ayant un impact sur les données de l'Andra.

Le Titulaire est informé au minimum 15 jours avant la date de début de l'audit projeté. Le Titulaire pourra demander à l'Andra un report de la date envisagée pour la réalisation de l'audit, sans que ce report puisse excéder 15 jours. Les Parties conviendront, dans ce cas, de la date de tenue dudit audit.

10.2 Mesures correctives

En cas de non-respect des exigences définies par l'Andra dans la Fiche « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra » révélé au cours d'un audit de sécurité ou par tout autre moyen (contrôle inopiné, questionnaires de conformité, etc.), le Titulaire s'engage à fournir à l'ensemble des correspondants Andra identifiés dans les documents du marché, dans un délai de 15 jours, à compter de la date de notification par l'Andra de l'écart/du non-respect, ou dans un délai plus court en cas d'urgence, une analyse de ces écarts (ci-après « plan d'actions ») permettant :

- De préciser l'origine des écarts constatés ;
- D'indiquer si ces écarts ont des conséquences (avérées ou potentielles) pour l'Andra ;
- De définir les actions correctives appropriées envisagées par le Titulaire ;
- De définir le délai maximum dans lequel le Titulaire s'engage à réaliser les actions ainsi définies.

Le retard de transmission par le Titulaire de ce plan d'actions entraîne l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

A compter de la réception du plan d'actions, l'Andra s'engage à transmettre ses observations au Titulaire dans un délai de 15 jours. L'Andra s'engage à motiver ses demandes de modifications du plan d'actions.

L'absence d'observation de l'Andra à l'issue de ce délai vaut acceptation du plan d'actions transmis.

En cas d'observation de l'Andra, le Titulaire transmettra à l'Andra, dans le délai fixé par cette dernière, un plan d'actions corrigé. Le cas échéant, les Parties pourront convenir ensemble des actions à mettre en œuvre et du délai de résolution associé.

Le retard de transmission par le Titulaire du plan d'actions ainsi corrigé entraîne l'application des pénalités prévues au présent CCAP. Également, le non-respect par le Titulaire du délai indiqué dans un plan d'actions pour la réalisation des actions correctives entraîne l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer l'Andra par tout moyen, suivi d'un courrier avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour respecter ses engagements ou de tout incident survenu sur ses systèmes d'information.

10.3 Sanction en cas de non-respect des exigences

L'Andra peut procéder à la résiliation du marché pour faute du Titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP, dans les situations suivantes :

- En cas d'absence ou de refus de transmission du plan d'actions mentionné au présent article, après mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours ou dans un délai plus court en cas d'urgence,
- En cas de défaillance du Titulaire à respecter les actions correctives définies dans un plan d'actions,
- En cas de défaillance du Titulaire à respecter le délai de réalisation des actions correctives indiqué dans un plan d'actions, après que le plafond des pénalités prévu à l'article « Pénalités pour non-respect de la clause sécurité des systèmes d'information » ait été atteint,
- En cas de désaccord persistant entre l'Andra et le Titulaire sur les actions correctives à mettre en œuvre.

10.4 Cyberattaque

En cas de cyberattaque touchant les systèmes d'information du Titulaire, ce dernier s'engage à avertir l'Andra dans les plus brefs délais et au maximum sous 72 heures par tout moyen, suivi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans un délai de 15 jours à compter de la survenance de l'attaque, ou dans un délai plus court en cas d'urgence pour l'Andra, le Titulaire s'engage à fournir à l'Andra l'ensemble des informations relatives à :

- La nature de l'attaque et au périmètre impacté,
- Aux conséquences (avérées ou potentielles) pour l'Andra,
- Aux mesures conservatoires prises par le Titulaire pour protéger les données de l'Andra,
- Au plan d'actions envisagé par le Titulaire pour protéger ses systèmes d'information et poursuivre l'exécution du marché, tout en garantissant la mise en œuvre et le respect des exigences définies dans la Fiche « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra »,
- Toutes informations que le Titulaire considère nécessaire de porter à la connaissance de l'Andra.

En cas de cyberattaque empêchant le Titulaire de poursuivre l'exécution du marché dans un délai garantissant la protection des intérêts essentiels de l'Andra ou de ses responsabilités, l'Andra se réserve, sans préjudice de l'exercice de ses autres droits, la possibilité de résilier le marché pour faute dans les conditions prévues au présent CCAP.

10.5 Informations des sous-traitants du Titulaire

Le Titulaire informe ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le Titulaire doit s'assurer du respect par ces derniers des exigences de sécurité informatique de l'Andra.

L'Andra pourra mener des inspections et/ou audits auprès des sous-traitants du Titulaire afin de s'assurer de la prise en compte effective des exigences de sécurité informatique de l'Andra.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires (i) au respect par ses sous-traitants de la Fiche « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra » et (ii) à la possibilité pour l'Andra de mener des inspections et/ou des audits.

Le Titulaire reste toutefois pleinement responsable vis-à-vis de l'Andra de tout manquement à ces exigences par ses sous-traitants.

Article 11 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – HYGIENE ET SECURITE

11.1 Règles générales en matière de santé et sécurité

L'hygiène et la sécurité font partie intégrante de la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur ; il garantit en particulier son personnel en cas d'accident du travail.

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en matière de prévention des risques, de santé et de sécurité. Le Titulaire reconnaît également avoir pris connaissance des recommandations dans ces domaines, notamment celles de la CNAMTS, de la CARSAT, de l'OPPBTP et de l'INRS.

Il est tenu d'observer les règlements édictés ainsi que, le cas échéant, les consignes spéciales établies par l'Andra pour l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la santé et la sécurité au travail, la discipline, la surveillance médicale, le transport, les conditions d'accès et le règlement intérieur.

Le Titulaire transmettra, à la première demande de l'Andra et dans les meilleurs délais, les habilitations et/ou autorisations de travail nécessaires.

Le Titulaire fournira mensuellement à l'Andra les éléments permettant le calcul des taux de fréquence et de gravité des accidents de personnes impliquées dans l'exécution de la prestation.

A cet effet, le Titulaire informera sans délai l'Andra de la survenue, dans le cadre de l'exécution de prestations objets du présent marché, sur site ou hors site de l'Andra de son personnel ainsi que de celui de ses sous-traitants de :

- Tout accident du travail déclaré (avec ou sans arrêt). Dans le cas d'un accident du travail déclaré avec arrêt, le nombre de jours d'arrêt sera communiqué à l'Andra,
- De tout évènement qui aurait pu engendrer des conséquences en matière de santé ou de sécurité sur son personnel ou ses sous-traitant dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Il informera également mensuellement l'Andra de tout soin bénin lorsque le titulaire et/ou son sous-traitant tient un tel registre.

Chaque mois, le Titulaire fournit le nombre d'heures travaillées, le nombre d'accidents avec arrêt, le nombre de jours d'arrêt et le nombre d'accidents de trajets. Le Titulaire est également chargé de collecter ces informations auprès de ses sous-traitants.

Ces éléments ne seront utilisés qu'à des fins statistiques. Leur transmission n'exonère en rien le Titulaire de ses obligations en matière de prévention des risques, de santé et de sécurité. Le Titulaire demeure seul responsable en cas de défaillances dans l'exécution de ces obligations.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le respect des obligations énoncées au présent article doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Dans les limites prévues aux articles « Mesures de prévention des risques professionnels » et « Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé » ci-dessous, le Titulaire prend sous sa responsabilité et à ses frais, durant toute la période de son intervention, en tenant compte des sujétions d'exploitation de l'Andra :

- Toutes mesures particulières d'hygiène, de santé et de sécurité qui sont nécessaires eu égard à la nature des prestations qu'il exécute et des dangers que celles-ci comportent,
- Toutes mesures communes de d'hygiène, de santé et de sécurité rendues nécessaires par la présence simultanée ou successive sur un même lieu, ou à sa proximité, d'autres entreprises.

Le Titulaire désigne un salarié, à qui il délègue ses attributions, doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires, chargé des sujets de sécurité et communique à l'Andra son nom et sa qualité. Le Titulaire informe sans délai de l'éventuel remplacement de ce salarié chargé des sujets de sécurité.

La liste des postes occupés par des salariés relevant d'examen d'aptitude spécifique est tenue à jour par le Titulaire et communiquée à l'Andra et, en tout état de cause, à chaque modification. Si pertinent, ces informations doivent figurer dans le plan de prévention visé à l'article « Mesures de prévention des risques professionnels » ci-dessous.

11.2 Mesures de prévention des risques professionnels

Le Titulaire et ses sous-traitants appliquent notamment les dispositions prévues aux articles L4121-1 à L4121-5 et R4512-6 à R4512-12 du code du travail et s'assure de leur application par ses sous-traitants.

En cas d'établissement d'un plan de prévention, lequel doit être signé par l'Andra, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants, ce plan définit, d'un commun accord, les mesures qui doivent être prises en vue de la sécurité et de la prévention des risques. Il ne peut y avoir commencement d'exécution des prestations avant la signature dudit plan.

11.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Lorsque l'opération est soumise aux articles L4531-1 à L4531-3, L4532-1 à L4532-18 et R4532-1 à R4532-98 du code du travail en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, le Titulaire ainsi que ses sous-traitants doivent en appliquer les dispositions.

Article 12 - RESPONSABILITE – ASSURANCES

12.1 Responsabilité

12.1.1 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature qui pourraient être causés, de son fait ou de celui des personnes travaillant sous sa direction, à l'Andra, au personnel de l'Andra ou à tout tiers ainsi qu'aux biens de ces derniers à l'occasion de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 17.3 du CCAG Travaux, le Titulaire renonce à tout recours contre l'Andra et ses assureurs pour les dommages de toute nature que les biens dont il est propriétaire, locataire, utilisateur, détenteur ou dont il a la garde à quelque titre que ce soit, pourraient subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants, de ses assureurs et des assureurs de ces biens. Les stipulations du présent paragraphe ne s'appliquent pas en cas de faute lourde de l'Andra.

Par dérogation à l'article 26.6 du CCAG Travaux, le Titulaire assume la garde des biens mis à sa disposition par l'Andra dans le cadre de l'exécution du marché et de l'ensemble des biens qu'il stocke et plus largement de ceux qu'il emploie à l'extérieur des locaux de l'Andra.

En cas de destruction, perte ou d'endommagement, le Titulaire est tenu, sur décision de l'Andra, de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser le coût de remplacement valeur à neuf.

Le Titulaire renonce par ailleurs à tout recours contre l'Andra et ses assureurs pour tout dommage qui trouverait son origine dans l'utilisation par le Titulaire d'installations ou de matériels qui auraient été mis à disposition par l'Andra pour l'exécution des prestations et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses assureurs.

En tout état de cause, à l'égard de l'Andra, le Titulaire répond seul des dommages et de leurs conséquences entrant dans le cadre de sa responsabilité civile et de celles de ses sous-traitants et cessionnaires. Le Titulaire garantit l'Andra contre tout recours qui pourrait être exercé à son encontre de ce chef et prend en charge toute indemnisation, pénalité et autres sanctions financières y relatives.

12.1.2 Responsabilité civile de l'exploitant nucléaire

En sa qualité d'exploitant nucléaire, l'Andra est responsable de plein droit de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans ses installations nucléaires, ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité dans les conditions et limites prévues par les dispositions correspondantes du code de l'environnement ou par tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris et de ses protocoles sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

La responsabilité de l'Andra en qualité d'exploitant nucléaire ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire et de ses sous-traitants qui se trouvent sur le site des installations nucléaires de l'Andra et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, l'Andra dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires dont la cause réside dans une faute commise par le Titulaire, ses sous-traitants ou leurs préposés respectifs, notamment par violation des règles de sécurité, de sûreté et de protection des intérêts.

12.2 Assurances

12.2.1 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant à l'égard de l'Andra et des tiers, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

A ce titre, le Titulaire doit produire :

- Une attestation d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires de tous dommages pouvant survenir avant ou après la livraison et /ou la réception des travaux, y compris le cas échéant les biens confiés
- En fonction des travaux, une attestation d'assurance de responsabilité civile décennale obligatoire.

Ces attestations, émises par la compagnie d'assurance du Titulaire, doivent être datées de moins de six mois et indiquer, d'une part le numéro et la date d'effet du contrat d'assurance, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, la nature des travaux ou missions garanties, d'autre part que le Titulaire est à jour du paiement des primes. Si le contrat est pluriannuel le Titulaire doit produire les attestations précitées chaque année à la date anniversaire du marché.

Le Titulaire doit faire son affaire personnelle de toutes déclarations et autres formalités imposées par ses polices d'assurances et il renonce à se prévaloir de toutes réclamations ou de tous suppléments de prix qui pourraient lui être demandés à ce titre par son assureur.

Le Titulaire ne peut en aucune manière invoquer l'existence des polices d'assurances, une insuffisance de couverture ou encore les franchises ou les exclusions ou plus généralement une difficulté quelconque qui pourraient lui être opposées par l'assureur en cas de sinistre, pour obtenir une atténuation de sa responsabilité.

En cas d'insuffisance du montant de la garantie par rapport aux possibilités du marché de l'assurance, l'Andra se réserve le droit de demander au Titulaire de le porter à un montant plus élevé, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque rémunération supplémentaire.

Par ailleurs, en cas de résiliation d'une police d'assurance, quelle qu'en soit la raison, le Titulaire s'engage à prévenir immédiatement l'Andra, à régler les primes qu'il resterait devoir à son assureur dans les délais prévus par ce dernier et d'une façon générale, à prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour maintenir une couverture d'assurance aux exigences du marché et, à défaut, souscrire en remplacement une nouvelle police d'assurance offrant une couverture semblable et de même durée.

Le Titulaire doit notamment être assuré contre :

- Les dommages causés par les véhicules qu'il utilise pour l'exécution du marché (sur voies publiques ou propriétés privées), conformément aux dispositions légales en vigueur.
- Les dommages causés par les engins de chantier, fixes ou mobiles, qu'il utilise pour la réalisation des travaux.
- Les dommages que pourraient subir ses biens, qu'il en soit propriétaire ou locataire, détenteur ou utilisateur à un titre quelconque.

Le Titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants la souscription de polices d'assurances du même type que celles qui lui sont imposées et qu'elles sont en cours de validité.

Article 13 - PRIX

13.1 Contenu des prix

Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont indiqués TTC dans le marché.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De sujétions imposées par la protection de l'environnement ;
- De la mise en œuvre des dispositions de sécurité, de prévention des risques à la charge du Titulaire et à la coordination des travaux et à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

- De dispositions en matière de sûreté et radioprotection ;
- Des épreuves, tests et essais éventuels et des frais d'études ;
- Du transport du matériel et des matériaux jusqu'au lieu d'emploi quels que soient la distance, aux frais de chargement, de déchargement et de levage ;
- De la totalité de ses installations de chantier et les fluides de chantier et coûts de raccordement, et à toutes les manutentions que le chantier peut nécessiter ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages, travaux ou prestations, notamment ceux liés à la gestion des interfaces avec tout autre lot ou intervenant ;
- Des difficultés d'accès, à l'encombrement des lieux et à la présence d'autres entreprises ;
- De l'usage de tous droits de propriété intellectuelle (brevets, licences) ;
- Des dépenses et sujétions imposées par les contrôles de la qualité des travaux et prestations (plan d'assurance qualité, contrôles extérieurs, ...) ;

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'Andra.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

13.2 Variation dans les prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre tel que mentionné dans l'Acte d'engagement.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire a fixé ses prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix fermes sont actualisables selon les modalités définies ci-après :

Cette actualisation intervient par application de la formule d'actualisation suivante :

$$P = P_0 \times (X / X_0)$$

P = prix actualisé HT

P₀ = prix initial HT

X₀ ((septembre 2025)) = valeur de l'indice BT47 publiée dans Le Moniteur le mois de remise de l'offre tel que mentionné dans l'Acte d'engagement.

X ((A préciser)) = valeur du même indice publiée dans Le Moniteur à la date de commencement des prestations.

Par dérogation à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux, en cas de disparition d'un indice ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent. Cette substitution sera notifiée au Titulaire.

Article 14 - MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Avances

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu d'avance.

14.2 Demande de règlement

Par dérogation aux articles 10.2, 12.1, 12.2 et 12.3 du CCAG Travaux, le règlement des comptes du marché se fait conformément à l'échéancier de paiement ci-dessous :

- 20% à la remise des plans d'exécution
- 50% à l'avancement des travaux selon situation mensuelle d'avancement validée par l'Andra
- 30% à la réception des travaux et après transmission du DOE final.

Le Titulaire remet à l'Andra sa demande de règlement accompagnée du PV de livraison, La demande de règlement peut être refusée par l'Andra lorsque celle-ci méconnaît les obligations du marché.

Chaque demande de règlement donne lieu au versement d'acomptes. Le dernier acompte constituant le paiement du solde du marché.

14.3 Facturation électronique

Les demandes de paiement du Titulaire et des sous-traitants seront adressées exclusivement sous forme dématérialisées et déposées sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante :

- <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le Titulaire comportent les mentions suivantes :

- L'identifiant CHORUS (SIRET de l'Andra) : 390 199 669 00081
- Le numéro d'engagement CHORUS référence du marché
- Le code service : **CMHM_CDE**

Dans l'hypothèse où, au titre des travaux réalisés dans le cadre du marché, le Titulaire fait appel à des sous-traitants, les factures du Titulaire doivent faire apparaître le détail des travaux réalisés par ces sous-traitants. A défaut, la facture sera rejetée et le délai de paiement en conséquence interrompu.

Si le Titulaire a la forme d'un groupement, seul le mandataire de celui-ci est autorisé à facturer l'Andra au regard des travaux exécutés au titre du marché. Cette facturation unique doit faire apparaître le détail des travaux exécutés par chacun des membres du groupement.

Par dérogation à l'article 10.7 du CCAG Travaux, les versements seront, au choix du Titulaire, effectués par l'Andra sur :

- Un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou au nom du mandataire,
- Le compte de chacun des membres du groupement.

A l'exclusion des versements effectués par l'Andra en paiement direct aux sous-traitants.

14.4 Délais de paiement

Les factures du Titulaire et des sous-traitants seront réglées par virement bancaire sur le compte ouvert au nom du Titulaire, conformément au dernier RIB ou RIP fourni à l'Andra.

Les factures du Titulaire seront réglées dans un délai de 30 jours à compter de leur réception. Cette réception correspond à la date de notification à l'Andra du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro selon les modalités prévues à l'article « Facturation électronique » du présent CCAP.

En cas de changement de leurs coordonnées bancaires, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants déposeront leur nouveau RIB sur la plateforme e-attestations et le Titulaire notifiera sans délais l'Andra par écrit.

A défaut, les sommes seront versées sur le dernier compte bancaire déclaré expressément par le Titulaire ou le sous-traitant, les éventuels frais qui seraient dus en cas de versement sur un compte fermé seront intégralement à la charge du Titulaire ou du sous-traitant.

Le délai de paiement pourra être interrompu dans les conditions prévues par les articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

L'article 53.2 du CCAG Travaux est applicable dès que deux acomptes successifs n'auraient pas été payés alors que le Titulaire a pleinement rempli ses obligations.

14.5 T.V.A.

Le régime fiscal applicable est celui de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au moment du fait générateur.

Dans le cas où le Titulaire fait appel à un sous-traitant, la législation spécifique relative au paiement de la TVA s'appliquera.

Article 15 - RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie, fixée à 5% du montant total et initial du marché toutes taxes comprises (y compris les tranches optionnelles) augmenté le cas échéant du montant des modifications intervenues en cours d'exécution, est mise en œuvre dans les conditions prévues par les articles R. 2191-32 et suivants du Code de la commande publique. La retenue est prélevée sur chaque facture.

Elle pourra être remplacée au gré du Titulaire, pendant toute la durée du marché, par une garantie bancaire à première demande souscrite en faveur de l'Andra, et ce selon les modalités prévues par les articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique. La garantie à première demande est établie sur la même base que la retenue de garantie.

Le remboursement de la retenue de garantie intervient dans un délai de 30 jours après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours après la date de leur levée.

La libération de la garantie à première demande intervient dans un délai de 30 jours après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Article 16 - DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, le Titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché, y compris dans les cas de marchés à tranches optionnelles.

16.1 Délai global d'exécution et calendrier prévisionnel d'exécution

16.1.1 En cas d'un marché unique (non-alloti)

Le délai global d'exécution des travaux est fixé dans l'Acte d'Engagement.

16.1.2 Période de préparation

La période de préparation est d'une durée de 1 mois à compter de la date de notification du marché.

Article 17 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

En cas de survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier telles que prévues à l'article 18.2.2 du CCAG Travaux, le Titulaire peut solliciter une prolongation des délais d'exécution auprès de l'Andra. Pour cela, le Titulaire doit signaler, par écrit, à l'Andra les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, dans d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, sous peine de forclusion.

L'Andra dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Le silence gardé par l'Andra vaut refus de la demande de prolongation.

Article 18 - PENALITES

18.1 Pénalités de retard

Les pénalités de retard sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard sont dues sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée.

18.2 Pénalités pour non-respect de la clause Personnel mobilisé par le Titulaire et conduite des travaux

En cas de manquement du Titulaire aux obligations prévues à l'article « Personnel mobilisé par le Titulaire et conduite des travaux » du présent CCAP, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 500 euros par semaine de manquement.

18.3 Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'environnement

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations relatives à l'environnement dans le cadre du marché, après mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 500 euros par manquement constaté.

18.4 Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la gestion des déchets de chantier

En cas de non-respect des stipulations concernant la collecte, le transport, l'entreposage, les tris éventuels et l'évacuation des déchets créés par l'exécution des travaux objet du marché, le Titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable, à une pénalité fixée à 500 euros par jour d'infraction.

En cas d'absence de communication du schéma d'organisation et de gestion des déchets dans le délai prescrit à l'article 36.2.1 du CCAG Travaux, le Titulaire s'expose, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité fixée à 500 euros par jour de retard.

En cas d'absence de communication des bordereaux de suivi et/ou de dépôt des déchets, le Titulaire s'expose, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité fixée à 500 euros par jour de retard.

18.5 Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

En application des stipulations de l'article 37.3 du CCAG Travaux, le Titulaire s'expose, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité fixée à 500 euros par jour de retard sans préjudice de l'application des mesures définies à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

18.6 Pénalités pour retard dans la transmission de documents

En cas de retard du Titulaire dans la transmission de documents dus à l'Andra en application de dispositions prévues par les pièces contractuelles, tels que notamment le contrat de sous-traitance, les attestations d'assurance, le compte-rendu de réunion, les documents à fournir après exécution, etc., le Titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 250 euros par jour de retard et par document, après une mise en demeure restée infructueuse.

Le présent article emporte dérogation aux dispositions de l'article 3.6.1.5 du CCAG Travaux.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance trente jours après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

18.7 Pénalités pour non-respect de la clause sécurité des systèmes d'information

En cas de non-respect par le Titulaire des exigences minimales définies par l'Andra dans la Fiche Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,5 % du montant hors taxes du marché par écart constaté. Cette pénalité est encourue du simple constat de l'écart et n'exonère pas le Titulaire de remédier à l'écart ainsi constaté.

En cas de retard de transmission par le Titulaire du plan d'actions défini à l'article « Sécurité des systèmes d'informations » du présent CCAP, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,1 % du montant HT du marché par jour ouvré de retard.

En cas de retard de transmission par le Titulaire du plan d'actions corrigé à la suite de demandes de modifications de l'Andra, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,1% du montant HT du marché par jour ouvré de retard.

En cas de non-respect par le Titulaire du délai indiqué dans un plan d'actions pour la réalisation des actions correctives, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,2 % du montant hors taxes du marché par jour ouvré de retard.

Les pénalités prévues au présent article « Pénalités pour non-respect de la clause sécurité des systèmes d'information » sont cumulables et plafonnées à 2 % du montant hors taxes du marché.

18.8 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence injustifiée à une réunion de chantier, le Titulaire s'expose à une pénalité de 250 euros par absence constatée.

18.9 Modalités d'application des pénalités

Les valeurs des pénalités sont à considérer de façon distincte ; elles sont de ce fait cumulables.

Le montant des pénalités vient en déduction du montant du marché et sera soustrait des paiements à effectuer au Titulaire, indépendamment du recouvrement de l'Andra auprès du Titulaire en cas d'insuffisance des sommes dues. L'Andra pourra choisir d'appliquer les pénalités lors de l'établissement des acomptes ou lors de l'établissement du solde du marché. L'Andra ne peut renoncer implicitement à l'application de pénalités prévues par les pièces contractuelles.

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire.

Sauf urgence, la mise en demeure est réputée infructueuse lorsque le Titulaire ne s'est pas conformé à ses obligations dans un délai de 5 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

Article 19 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire indiquera, à la demande l'Andra, les coordonnées de son correspondant en matière environnementale.

19.1 Production de déchets

Le Titulaire devra proposer des solutions durables de fin de vie des produits (réemploi, réutilisation et recyclage, par ordre de priorité) grâce auxquelles la matière ou le produit reste une ressource créatrice de valeur après la fin du marché.

Le Titulaire favorise l'emploi d'emballages réutilisables ou recyclables en pratique ou compostables pendant et après le marché.

19.2 Pollution

Le brûlage à l'air libre est interdit.

La production de poussières doit être limitée.

Les engins de chantier sont aux normes applicables en matière de rejets dans l'atmosphère.

Les produits doivent être conditionnés pour éviter toute pollution (récipients, aires étanches, rétention, isolement, ...) conformément aux fiches de données de sécurité et stockés à l'abri des intempéries. Une fiche signalétique appropriée et visible caractérise chacun d'eux.

Toute pollution du milieu (air, eau, sols, sous-sols ...) devra être traitée et tracée de façon rigoureuse par le Titulaire qui en informera systématiquement l'Andra. Le Titulaire mettra à la disposition de l'Andra tout document relatif à ladite pollution indiquant les solutions mises en place par le Titulaire. Le cas échéant, l'Andra procédera à un contrôle après traitement de la pollution avant reprise de la prestation par le Titulaire.

19.3 Produits dangereux

Un inventaire des produits dangereux est établi et mis à jour par le Titulaire. Cet inventaire sera communiqué à l'Andra à sa demande. Une fiche de toxicité accompagne chaque produit.

19.4 Organisation du chantier

Le Titulaire doit assurer l'entretien de ses zones de chantier et des postes de travail. Les sols doivent être maintenus en bon état de propreté de manière à éviter tout risque d'accident ou de pollution.

Le Titulaire veillera à identifier les voies de circulation, circonscrire les zones de stockage, localiser et organiser les zones de décharge du matériel.

Le Titulaire devra intervenir en milieu occupé et être en mesure d'acheminer le matériel nécessaire à ses travaux sans contraindre les personnes travaillant dans les bureaux. Le Titulaire dispose d'un maximum de 15 jours comme délai de préparation (commande matériel) et 24h à compter de sa démobilisation pour replier l'ensemble de ses équipements.

19.5 Bruits de chantier

Les engins, machines et machineries utilisés doivent être conformes aux normes applicables à chaque équipement en matière de bruit. Il est demandé au Titulaire de prévoir ses interventions les plus bruyantes en décalage avec les horaires de travail du personnel Andra.

Article 20 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Par dérogation à l'article 13.5 dernier alinéa du CCAG Travaux, lorsque l'Andra et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs dans les conditions décrites au CCAG Travaux, ceux-ci ne nécessiteront pas la conclusion d'un avenant tant que le montant cumulé HT des ordres de service prescrivant les prestations supplémentaires ou modificatives n'excède pas 7 % du montant hors taxes du marché.

Les prix définitifs font l'objet d'un ordre de service rectificatif régulièrement notifié par l'Andra et signé par un représentant du Titulaire, sauf si le prix est devenu définitif dans le silence du Titulaire en application des stipulations du présent paragraphe.

Au-delà du montant cumulé HT des ordres de service visé au précédent alinéa, les prix définitifs seront fixés par avenant.

Il est précisé que l'Andra peut prescrire au Titulaire, par ordre de service, que l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires n'ayant pas pour objet de modifier l'objet du marché.

Article 21 - RECEPTION

21.1 Réception

21.1.1 En cas de marché unique (non-alloti)

L'article 41.1.3 du CCAG Travaux n'est pas applicable au présent marché.

Article 22 - TRANSFERT DE PROPRIETE ET DES RISQUES

L'Andra devient propriétaire des travaux au fur et à mesure de leur réalisation et de l'incorporation des matériaux à l'ouvrage. Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, et nonobstant toute clause de réserve de propriété, les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement deviennent la propriété de l'Andra.

Le transfert de propriété n'emporte pas au profit de l'Andra le transfert des risques liés aux travaux.

Sous réserve des stipulations de l'article 43 du CCAG Travaux relatives à la mise à disposition de certains ouvrages, le Titulaire conserve la garde des travaux objet de son marché jusqu'à la réception des travaux par l'Andra. Il est notamment responsable de leur conservation, de leur protection et de leur entretien.

Article 23 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les résultats comprennent également tous les éléments préparatoires, partiels et/ ou intermédiaires, quels qu'en soit la forme, la nature et le support aux résultats produits par le Titulaire et liés directement à l'objet du présent marché. Les résultats s'entendent hors connaissances antérieures et connaissances antérieures standards identifiées expressément.

Compte tenu de leur nature confidentielle, les résultats sont la propriété exclusive de l'Andra, au fur et à mesure de leur conception, et ce quand bien même ces résultats, n'auraient pas encore été communiqués par le Titulaire à l'Andra.

Par dérogation aux articles 48.2 et 48.3 du CCAG Travaux, tous les droits de propriété intellectuelle, et ce compris les droits de marques, de propriété littéraire et artistique, notamment les fichiers de données et chartes graphiques (visuels et pictogrammes), afférents aux résultats sont, dès leur création, la propriété de l'Andra, qui en détient notamment tous les droits de reproduction et de représentation, droit d'adaptation, d'arrangement, de traduction, droit de distribution, droit de location et droit d'exploitation sous toutes ses formes.

Ce transfert de propriété est consenti pour le monde entier, pour la durée de validité desdits droits, sans limitation d'aucune sorte et pour toutes sortes d'utilisation et/ou d'exploitation dans tout domaine d'application.

L'Andra est libre et seule en droit d'utiliser et d'exploiter directement ou indirectement les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

L'Andra est pleinement libre de céder, sous licencier ou de sous-traiter des connaissances antérieures et/ ou connaissances antérieures standards associées aux résultats, pour la mise en œuvre de ces derniers.

Les droits consentis par le Titulaire sur les connaissances antérieures standard sont : droits, durée, territoire et finalités d'utilisation.

Le prix du marché comprend la cession et/ou la licence de l'ensemble desdits droits définis dans les documents contractuels.

Le Titulaire garantit l'Andra contre tous recours ou contestations qui pourraient provenir de tiers relativement à la propriété des droits ou à leur étendue, ou à l'usage de droits licenciés quel que soit leur fondement juridique.

L'ensemble des garanties accordées par le Titulaire portent sur l'ensemble des droits cédés ou licenciés au titre du présent marché.

Article 24 - AUGMENTATION ET DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX - CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG Travaux, le Titulaire n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si le montant des travaux de cette espèce n'excède pas le quart du montant contractuel des travaux.

Si le marché comporte, suivant les travaux, plusieurs des modes de rémunération ci-dessus, l'augmentation ou la diminution limite est fixée à la somme des augmentations ou diminutions limites afférentes respectivement à chacun des montants contractuels partiels de travaux relevant des modes dont il s'agit.

Par dérogation à l'article 16.2 et 16.3 du CCAG Travaux, dans le cas de travaux réglés sur prix unitaires ou forfaitaires, le prix nouveau fixé suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG Travaux tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application des articles 14.3 ou 15.1 du CCAG Travaux.

Article 25 - AJOURNEMENT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 53.1 du CCAG Travaux :

Sans préjudice des cas légaux ou prévus dans le CCAG Travaux ou résultant d'un jugement de suspension, l'Andra peut prescrire la suspension du marché. En cas de commencement d'exécution des prestations, il est procédé

immédiatement à leur constat contradictoire d'avancement suivant les modalités indiquées à l'article 11 du CCAG Travaux.

Pendant toute la durée de la suspension le Titulaire demeure pleinement responsable, dans les conditions de droit commun de toutes pertes, avaries, vols dégradations et dommages qui pourraient survenir sur le chantier.

Lorsque la suspension est ordonnée pour une durée supérieure à un an, le Titulaire a droit à la résiliation du marché s'il en fait la demande par écrit dans un délai d'un mois à dater de la notification de la suspension du marché. Il en est de même dans le cas de suspensions successives entraînant une interruption du marché dont la durée totale dépasse un an, même lorsque l'exécution du marché a repris entre-temps. Le délai d'un mois susmentionné commence à courir à la date de l'ordre de suspension entraînant le dépassement d'un an.

En cas de résiliation, le Titulaire peut recevoir une indemnité dans les conditions fixées au présent CCAP.

Si l'Andra prescrit la suspension pour une durée continue ou cumulée de moins d'un an, le Titulaire n'a pas droit à résiliation, mais seulement à une indemnité dans la limite du préjudice certain et direct qu'il a subi et dont il doit apporter la preuve (par exemple, frais de garde, frais liés à la mobilisation/démobilisation, etc.).

Article 26 - GARANTIES CONTRACTUELLES

26.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas satisfait à ses obligations au titre du parfait achèvement, le délai de garantie est automatiquement prolongé pour tout ou partie des ouvrages jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

Dans le cas où le Titulaire a constitué une garantie à première demande, l'Andra informe l'organisme qui apporte la garantie avant l'expiration du délai de garantie, de la prolongation de celle-ci.

Article 27 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG Travaux, si, dans le délai de 30 jours suivant la notification de la décision de poursuite des travaux par un tiers, le titulaire n'a pas pu être autorisé à reprendre l'exécution des travaux, l'Andra peut résilier le marché.

Article 28 - RESILIATION

28.1 Résiliation du marché sans indemnité : résiliation pour faute du Titulaire

L'Andra peut résilier le marché pour faute du Titulaire, notamment dans les cas suivants :

- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Protection de la main-d'œuvre, hygiène et sécurité » ;
- Dans les cas prévus à l'article « Sécurité des Systèmes d'information » ;
- Au cas où l'exécution du marché aurait fait l'objet d'une cession ou d'une association sans autorisation de l'Andra ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Responsabilité – Assurances » ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Personnel du Titulaire » ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Clause environnementale » ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Propriété intellectuelle » ;
- En cas de perte par le Titulaire de tout(e) certificat, habilitation, qualification, autorisation... etc. nécessaire à l'exécution du marché ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

28.2 Résiliation du marché avec indemnité

L'Andra peut à tout moment résilier, en cours d'exécution, le marché pour motif d'intérêt général pour la partie non exécutée, moyennant indemnité.

La notification de cette décision indiquant la date d'effet et la motivation de la résiliation est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, seul le Titulaire peut recevoir une indemnité de résiliation dans la limite du préjudice certain et direct qu'il a subi et dont il doit faire la preuve.

En toute hypothèse, le Titulaire fait son affaire des indemnités éventuelles dont il pourrait être redevable envers ses sous-traitants et fournisseurs éventuels.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, lorsque l'Andra résilie le marché pour motif d'intérêt général, le montant de l'indemnité de résiliation ne peut être supérieur à un pourcentage de 5 % appliqué au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises. Ce montant constitue une indemnisation globale comprenant notamment l'indemnisation des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

A peine de forclusion, il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnité dans un délai de deux mois après la notification de la résiliation du marché.

Article 29 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les Parties s'efforceront de régler leurs différends à l'amiable.

L'apparition du différend résulte :

- Soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'Andra et faisant apparaître le désaccord ;
- Soit du silence gardé par l'Andra à la suite d'une mise en demeure adressée par le Titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours ;
- Soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné au marché.

Tout différend entre le Titulaire et l'Andra doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'Andra dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Lorsque l'Andra et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure du mémoire en réclamation, ils privilégient le recours à la médiation notamment auprès du médiateur relations fournisseurs de l'Andra et/ou du médiateur des entreprises. Le recours à ce médiateur est toutefois sans préjudice du respect par le Titulaire des procédures de règlement des différends prévues au marché qui demeure un préalable à toute saisine de la juridiction compétente.

Par dérogation à l'article 55.2 du CCAG Travaux, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation et à l'arbitrage ne sont pas applicables au marché.

La saisine du médiateur suspend les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'Andra après médiation ou la constatation par le médiateur de l'échec de sa mission. En cas de persistance du différend, et sous réserve du respect par le Titulaire des procédures de règlement prévues à l'article 55 du CCAG Travaux, le tribunal administratif de Cergy est seul compétent pour connaître des litiges entre les Parties.

Article 30 - DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Liste des articles du CCAP dérogeant au CCAG Travaux :

CCAP	CCAG Travaux
Article 4 - PIECES CONTRACTUELLES	Article 4.1
Article 9 - CONFIDENTIALITE	Articles 5.1.1 et 5.1.2
Article 12 - RESPONSABILITE – ASSURANCES	Articles 17.3 et 26.6
Article 13 - PRIX	Article 9.1.1
Article 13 - PRIX	Article 9.4.3
Article 14 - MODALITES DE REGLEMENT	Article 10.1
Article 14 - MODALITES DE REGLEMENT	Article 10.7 Articles 10.2, 12.1, 12.2 et 12.3
Article 16 - DELAIS D'EXECUTION	Article 18.1.1
Article 16 - DELAIS D'EXECUTION	Articles 18.1.1 et 28.1
Article 18 - PENALITES	Article 19.2.3
Article 18 - PENALITES	Articles 19.2.2 et 19.2.4
Article 18 - PENALITES	Article 3.6.1.5
Article 21 - RECEPTION	Articles 41.1, 41.1.2 , 41.1.3 et 42.1
Article 21 - RECEPTION	Article 42
Article 22 - TRANSFERT DE PROPRIETE ET DES RISQUES	Article 10.4
Article 23 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	Articles 48.2 et 48.3
Article 23 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	Article 48 (option)
Article 24 - AUGMENTATION ET DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX - CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE	Article 14.2.2, 16.2 et 16.3
Article 24 - AUGMENTATION ET DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX - CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE	Articles 14.3 et 15.1 (option)
Article 25 - AJOURNEMENT DES TRAVAUX	Article 53.1
Article 26 - GARANTIES CONTRACTUELLES	Article 44.2
Article 27 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	Article 52.3
Article 28 - RESILIATION	Article 50.4
Article 29 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	Article 55.2